Le Monde
JEUDI 26 NOVEMBRE 2026

Martin Schulze Wessel

« Le soutien financier que nous consacrons à l'Ukraine est relativement modeste »



YANN LEGENDRE

Le spécialiste de l'Europe de l'Est analyse l'évolution du rapport de l'Allemagne à l'Ukraine au regard de l'histoire, ainsi que les dangers d'une érosion de la solidarité envers le pays agressé par son voisin russe

ENTRETIEN

Professeur à l'université Louis-et-Maximilien de Munich, Martin Schulze Wessel est un spécialiste de l'histoire de l'Europe de l'Est. Il est notamment l'auteur d'un livre sur l'histoire des relations entre l'Ukraine et l'Allemagne, *Die übersehene Nation. Deutschland und die Ukraine seit dem 19. Jahrhundert* (« la nation oubliée. l'Allemagne et l'Ukraine depuis le XIX siècle », C. H. Beck, 2025, non traduit), et a publié, en septembre, *Warum Russland nicht aufhören wird. Sieben Thesen* (« pourquoi la Russie ne s'arrêtera pas. sept thèses », C. H. Beck, non traduit).

Comment distinguez-vous les rôles respectifs de l'Allemagne et de la France dans l'effort européen ?

Historiquement, la Prusse puis l'Allemagne ont souvent coopéré avec Moscou ou Saint-Pétersbourg *[l'ancienne capitale impériale]*, contribuant parfois à l'expansion de l'Etat russe, comme ce fut le cas lors des partages de la Pologne, au XVIIIe siècle. Aujourd'hui, les gouvernements allemand et français se tiennent sans équivoque aux côtés de l'Ukraine. L'Allemagne a parcouru un long chemin, passant du soutien très prudent qu'elle apportait à l'Ukraine en 2022 *[année de l'invasion du pays par les troupes du Kremlin]* à l'importante aide financière et militaire qu'elle lui fournit aujourd'hui.

Dans les négociations internationales qui s'annoncent, la France et l'Allemagne doivent travailler en étroite coopération avec le Royaume-Uni, la Pologne et l'Italie. Mais, étant deux des principaux Etats membres de l'Union européenne, la France et l'Allemagne portent une responsabilité particulière.

Quel rôle les questions mémorielles ont-elles joué dans l'appui tardif de l'Allemagne à l'Ukraine ?

En Allemagne, tant à l'Ouest qu'à l'Est, l'Ukraine a, par tradition, été perçue davantage comme un collaborateur du IIIe Reich pendant la seconde guerre mondiale que comme une victime de l'agression nazie. Le sentiment de culpabilité historique lié aux crimes commis pendant la guerre s'est principalement orienté vers la Russie. Le siège de Leningrad, entre 1941 et 1944, représente l'un des rares points de référence solidement ancrés dans la mémoire collective allemande, tandis que les crimes commis sur le territoire ukrainien en ont été largement absents.

Cela a conduit à une situation paradoxale, dans laquelle, après 2022, des appels politiques ont été lancés pour ne pas fournir d'armes à l'Ukraine, au motif que celles-ci seraient utilisées contre la Russie, prétendument considérée comme la principale victime de l'invasion allemande de l'Union soviétique.

Pourtant, à l'exception de la Biélorussie et de la Pologne, aucun autre pays que l'Ukraine n'a subi des pertes aussi lourdes pendant la seconde guerre mondiale, proportionnellement à sa population totale. Une vaste majorité du territoire ukrainien soviétique a été occupée par l'Allemagne nazie, alors que seule une petite partie du territoire de l'URSS est tombée sous occupation allemande.

Les nazis y ont également commis des crimes horribles. Cependant, la mémoire ne doit pas être à sens unique, et certainement pas devenir un motif pour refuser un soutien efficace à la victime de l'agression russe dans la guerre actuelle, à savoir l'Ukraine.

Diriez-vous que la mémoire du nazisme a faussé la perception de la menace russe actuelle ?

Oui, dans une certaine mesure. Beaucoup retiennent de la seconde guerre mondiale que nous devrions chercher à entretenir de bonnes relations avec la Russie. C'est souhaitable en soi, mais nous devons nous demander : avec quelle Russie ? Nous devons nous opposer fermement à une Russie qui applique une politique de grande puissance en Europe et qui poursuit une guerre d'agression. C'est précisément la leçon que nous devrions tirer de l'histoire du nazisme et de la guerre de 1939-1945.

La communauté internationale a réagi beaucoup trop tardivement à l'agression expansionniste de l'Allemagne nazie. En 1936, la France a laissé Hitler remilitariser la Rhénanie. Deux ans et demi plus tard, dans le cadre des accords de Munich, les puissances occidentales lui ont permis de s'emparer des Sudètes, en Tchécoslovaquie. Rien de tout cela n'a permis d'apaiser l'Allemagne. Au contraire, cela a encouragé l'agresseur et l'a incité à persévérer dans cette voie. Ce qui était nécessaire, c'était une politique précoce et résolue d'endiguement de l'Allemagne.

Toutefois, aussi différentes que puissent être l'agression de l'Allemagne nazie et la guerre menée aujourd'hui par la Russie, nous devons reconnaître que nous sommes de nouveau confrontés à un Etat qui mène une politique systématique d'expansion, à laquelle il faut répondre non par l'hésitation ou l'indécision, mais par la détermination et la persévérance.

> NOUS SOMMES DE NOUVEAU CONFRONTÉS À UN ÉTAT QUI POURSUIT UNE POLITIQUE SYSTÉMATIQUE D'EXPANSION, À LAQUELLE IL FAUT RÉPONDRE PAR LA DÉTERMINATION ET LA PERSÉVÉRANCE

Certains historiens établissent plutôt un parallèle avec la période précédant la première guerre mondiale. L'histoire du XXe siècle offre plusieurs grilles d'analyse pour penser la menace russe en Europe. Quelle comparaison historique vous semble la plus pertinente pour comprendre la situation actuelle ?

En 2014, particulièrement, les comparaisons avec la situation qui prévalait cent ans auparavant étaient fréquentes. L'idée était que les puissances européennes avaient glissé dans la première guerre mondiale presque comme des « somnambules ». Selon cette interprétation, aucune partie clairement identifiable n'était responsable de la guerre. Il s'agissait plutôt d'un processus général d'escalade que personne n'avait réussi à enrayer à temps. Dans cette perspective, la réponse appropriée consiste à conduire une politique de prudence, de réflexion approfondie et de retenue. Cette analogie historique a exercé une influence considérable en Allemagne et au-delà jusqu'en 2022.

Ce n'est qu'à partir de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, que l'analogie avec la seconde guerre mondiale a pris davantage d'importance : l'idée qu'il existe un agresseur clairement identifiable auquel il faut faire face avant qu'il ne soit trop tard. La leçon à en tirer n'est plus celle de la prudence, mais de la détermination.

Que nous enseigne l'histoire concernant les moyens à employer contre l'impérialisme russe ?

« Ce qui m'a été pris, je l'ai repris » : telle était la maxime de l'impératrice de Russie Catherine II *[1762-1796]* à la suite des partages de la Pologne. De nombreux autres dirigeants russes ont invoqué le même argument pour légitimer leurs annexions, y compris Vladimir Poutine aujourd'hui.

En réalité, l'expansion de la Russie ne s'est jamais arrêtée aux territoires qu'elle prétendait « reprendre ». Historiquement, elle a été rendue possible par la coopération avec d'autres grandes puissances et freinée lorsqu'elle se heurtait à des puissances capables de rivaliser avec elle. Les partages de la Pologne au XVIIIe siècle en constituent un exemple frappant : la Prusse et l'Autriche se sont entendues avec la Russie pour se répartir le territoire polonais, servant ainsi leurs propres intérêts tout en facilitant l'expansion de la puissance russe.

Lorsque d'autres grandes puissances ont cédé aux ambitions de la Russie ou cherché à tirer profit d'une association avec elle, elles ont participé à créer les conditions propices à ses gains territoriaux. A l'inverse, une résistance soutenue par une puissance comparable a imposé des limites à ces aspirations.

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche *[en janvier 2025]*, les Etats-Unis ont cessé de jouer ce rôle de contrepoids et ont parfois semblé encourager les visées qu'ils contribuaient autrefois à contenir. L'Europe doit désormais assumer elle-même la responsabilité de développer l'unité politique, les capacités militaires et la détermination stratégique nécessaires pour affronter la Russie d'égal à égal.

Au sein d'une partie du personnel politique européen et de l'opinion publique, le soutien à l'Ukraine s'affaiblit, au nom de la désescalade (Jean-Luc Mélenchon a suggéré l'idée d'un référendum dans le Donbass comme un pas vers la paix avec la Russie) ou de la crise budgétaire (nous n'avons « plus les moyens financiers » de soutenir les Ukrainiens, a déclaré Marine Le Pen). Comment analysez-vous cette érosion de la solidarité ?

Tout d'abord, je voudrais aborder ces arguments en faveur d'une prétendue désescalade sous l'angle politique. Dans le Donbass *[est de l'Ukraine]* occupé par la Russie, la réalité est celle d'une absence totale d'Etat de droit. Organiser un référendum dans ces conditions reviendrait à légitimer rétroactivement l'annexion russe et la campagne de terreur qui l'a suivie. Nous devons également reconnaître que les ressources financières que nous consacrons au soutien à l'Ukraine sont relativement modestes comparées aux dommages considérables qui résulteraient d'une victoire de la Russie et de sa capacité à imposer sa volonté à l'Ukraine.

Dans une telle éventualité, nous serions confrontés non seulement à des millions de réfugiés fuyant l'Ukraine, mais aussi à l'effondrement de l'ordre de sécurité européen. Faire face à l'agression russe, qui nous vise déjà, nous Européens, par des moyens plus ou moins clandestins, nécessiterait alors des ressources financières considérablement plus importantes.

Le discours politique évoque souvent des « défis historiques ». Mais savons-nous encore ce que cela signifie ? Pour la génération de responsables politiques européens incarnée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer *[chancelier de la République fédérale allemande de 1949 à 1963]*, cela impliquait de tout mettre en œuvre pour atteindre un objectif qu'ils estimaient juste, même s'il faisait l'objet de critiques de toutes parts. Ils possédaient une conscience historique aiguisée par l'expérience de la seconde guerre mondiale.

Quelles peuvent être les limites des analogies historiques ?

Les historiens sont particulièrement bien placés pour comprendre les enjeux actuels et éclairer la mentalité des élites politiques russes. Néanmoins, les analogies historiques peuvent uniquement nous aider à identifier des scénarios futurs possibles et à nous faire une idée de leur degré de probabilité. Elles peuvent être trompeuses lorsqu'elles créent un faux sentiment de certitude quant à la manière dont les événements actuels vont évoluer.

A condition de garder cela à l'esprit, les comparaisons peuvent constituer un précieux outil d'analyse. Le jugement historique nous donne la capacité d'évaluer les enjeux, ce qui peut être accompli et ce qui peut être perdu. De surcroît, il aiguise notre perception des alternatives. Une société qui en est dépourvue risque de dériver, de céder aux tendances populistes et de perdre de vue les grands objectifs communs. Devant la menace russe, l'enjeu n'est rien de moins que la cohésion européenne, notre liberté et notre indépendance. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTINE FAURE